



Association Bien Vivre à Villeréal

Villeréal, jeudi 17 juin 2021

45, rue St James

47210 VILLEREAL

bienvivreavillereal47@gmail.com

Site : bien-vivre-a-villereal.fr

A Mesdames et Messieurs les Candidat(e)s aux élections Départementales et Régionales
du 20 juin 2021.

Madame, Monsieur,

Vous avez fait le choix d'être candidat(e) aux prochaines élections pour nous représenter et nous vous en remercions. Comme vous envisagez d'endosser des responsabilités qui engagent l'avenir de chacun(e) de nous, nous vous interrogeons sur votre vision pour nos territoires.

L'Association Bien Vivre à Villeréal (BVAV) est constituée de bénévoles soucieux de préserver la qualité de vie et la vitalité d'un village riche de son patrimoine et de ses paysages. Elle s'appuie sur l'information d'un collège bénévole de scientifiques et ingénieurs et s'inscrit plus largement dans un mouvement national qui alerte les citoyens et leurs représentants sur les enjeux et risques du développement de la méthanisation tel que prôné aujourd'hui.

Notre questionnaire étant partagé par un grand nombre de citoyens, BVAV vous interpelle sous forme de lettre ouverte à toutes et tous, au sujet des projets d'implantation de méthaniseurs agro-industriels sur nos territoires.

Nous ne parlerons pas là du procédé de méthanisation à l'échelle d'une ferme qui traite ses propres déchets pour produire une énergie locale, mais des projets industriels et dits « agricoles collectifs », surdimensionnés mais jouissant de seuils réglementaires les dispensant d'une enquête publique d'impacts, appelés à être rentabilisés quoi qu'il en coûte.

La presse relaie toujours plus de constats de citoyens (riverains, élus, agriculteurs...) confrontés aux dégâts environnementaux et sociétaux mettant en cause des méthaniseurs, ainsi que les alertes d'experts concernant notamment :

- Le nombre d'accidents et leurs conséquences sur les sols, eaux, la santé des riverains des accidents.
- Les nuisances olfactives et pollutions relatives à l'épandage des digestats, surchargés en azote ammoniacal.
- L'engagement du monde agricole vers la production énergétique sous-tendant un modèle d'agriculture intensive responsable de disparition de la biodiversité essentielle à la vie et des terres accessibles aux autres modèles durables d'agriculture créateurs de valeur ajoutée et d'emplois, et sans en mesurer l'impact à long terme sur nos fragiles ressources en eau.
- Les lourds investissements supportés par certains agriculteurs qui s'engagent vers une activité promue comme vertueuse à la viabilité économique plus qu'incertaine, dans un contexte de dépendance au prix du gaz et arbitrages politiques, de pressions des grands groupes industriels de l'énergie.
- Des projets qui divisent les habitants menacent les équilibres socio-économiques et les démocraties locales.

Malgré ces constats plus que préoccupants, les citoyens sont engagés, par les choix de leurs représentants, à financer des subventions massives versées dans l'intérêt de sociétés mixtes et privées pour développer une méthanisation conçue à une échelle démesurée. Les impacts de ces projets actuels clivants aboutissent à des aberrations écologiques (impact carbone des innombrables transports non pris en compte, impact négatif du digestat sur les terres, les nappes phréatiques et l'air respiré par les riverains) et économiques (impact négatif sur l'attractivité d'un village).

A l'heure où la Bretagne et le Grand Est demandent un moratoire, après avoir constaté les dégâts engendrés en Allemagne, à l'heure où la contestation monte partout en France face aux nombreux projets de méthanisation, alors que les protestations des villages riverains victimes des nuisances liées à ces installations sont de plus en plus relayées par les médias, sans être à ce jour entendues par leurs représentants, quel est le positionnement de votre groupement politique ?

Au niveau local, vous vous êtes certainement intéressé(e) au projet d'implantation d'un méthaniseur de la Société GENESTE BIOGAZ, à 1 Km ½ de la bastide de Villeréal :

- Création d'une zone agro-industrielle de production de méthane et d'électricité, et projet de station de carburant pour Poids-Lourds, en zone rurale jusque-là préservée, entre deux Plus Beaux Villages de France, à l'orée du Périgord.
- 4,6 hectares d'artificialisation de surfaces agricoles en contradiction avec la loi pour le Climat, en zone argilo-calcaire accolée à une zone à risque d'inondations, et associés à la construction de 17 km de gazoducs.
- A proximité immédiate de la rivière du Dropt, classée Natura 2000 en aval, et faisant l'objet d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
- Augmentation significative du trafic routier sur des communes non-dimensionnées à cet effet, incompatible avec la stratégie de développement local, majorant les risques d'accidents et de pollutions.
- Sous-équipement des secours locaux en cas d'accident industriel sur ce site classé ICPE, à proximité de la zone pavillonnaire de Villeréal.
- Risques de nuisances visuelles et olfactives (pouvant aller jusqu'à 3 km) dans un village dont l'attractivité se fonde sur sa qualité de vie et ses paysages jusque-là préservés.
- Une absence d'information complète et de concertation publique concernant les enjeux, intérêts et risques d'un tel projet pour le villeréalais alors que les activités touristiques et résidentielles constituent l'orientation stratégique majeure, mobilisant de considérables moyens d'accompagnement techniques et financiers des collectivités.

La complexité des enjeux sous-tendus (réchauffement climatiques, transition énergétiques, biodiversité, développement économique, aménagement des territoires...) ne saurait trouver de réponses soutenables dans « une fuite en avant » encouragée par l'industrie.

Bien au contraire, ils appellent des arbitrages politiques éclairés, responsables et respectueux des spécificités locales, seuls à même de protéger la population, les écosystèmes, le développement et la diversité du tissu économique, la cohésion sociale, et ainsi l'avenir de nos territoires.

Aussi, nous vous demandons de rendre publique votre position sur ce sujet en nous adressant par @ votre réponse.

Bien cordialement,

Le Bureau

